

7 octobre : loin d'être à la hauteur....

lundi 21 septembre 2009, par [DEMARCQ Sandra](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 17 août 2009).

Le 8 septembre, six organisations syndicales (CFDT, CGC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa), ont appelé les salariés à « participer massivement » à la journée d'action organisée par la Confédération syndicale mondiale, le 7 octobre sur le travail décent. Une riposte de rentrée timorée.

Sommaire

- [Une rentrée sous le signe \(...\)](#)
- [La crise n'est pas finie !](#)

Cette journée se place dans la continuité de l'intersyndicale d'octobre 2008. A l'heure actuelle, on ne sait pas qu'elle forme elle prendra puisque les modalités seront précisées ultérieurement et elle sera « complétée » par d'autres rendez-vous catégoriels. Ces différents rendez-vous doivent bien évidemment être des rendez-vous réussis où les salariés doivent se faire entendre mais, ceci dit, elles ne répondent pas à la situation.

En effet, face aux plans de licenciements quotidiens, aux suppressions massives d'emploi dans la fonction publique, à la répression, au blocage des salaires bref à l'offensive du gouvernement et du patronat pour nous faire payer leur crise, ces rendez-vous sans revendications claires et précises ne sont pas à la hauteur et ne sont en aucun cas un point d'appui pour préparer un « tous ensemble ». Pourtant, on le voit chaque jour à travers le développement de luttes radicales, les salariés sont loin d'être écrasés par la crise.

Cette rentrée ne doit pas être un « remake » de l'année passée, où les journées de mobilisations se sont succédées sans rien arracher au gouvernement et au patronat. Les deux seuls contre-exemples qui méritent d'être popularisés sont évidemment ceux de la Guadeloupe avec 200 euros obtenus et celui des salariés de Continental et leur 50 000 euros. Dans les deux cas, c'est une autre conscience, une autre détermination et dynamique et donc d'autres résultats.

Cela pose la question du rapport de forces et de sa construction, la question des coordinations locales, intersyndicales, sur une plate-forme précise donnant confiance aux salariés. C'est aussi à cette échelle que peuvent se construire des fronts politiques et sociaux utiles. Reprenons les leçons du LKP, liant une orientation de combat anticapitaliste et une unité large de mouvements sociaux, politiques et syndicaux. Concrètement, dans les prochains mois, c'est à ce niveau-là que nous pourrons faire des pas en avant, pour faire reculer ce gouvernement.

L'urgence en cette rentrée est aussi de tisser un front syndical national critique, lutte de classes, rompant avec les orientations d'accompagnement, mettant en avant une plateforme revendicative claire contre les licenciements, les réformes de l'emploi et de la protection sociale. En un mot, mettre en avant un plan de réponse à la crise qui défende tous les emplois et refuse que les salariés soient sacrifiés pour le maintien des profits. Mais il faut qu'il soit aussi accompagné d'une réelle volonté de construction d'un affrontement avec ce gouvernement et le patronat. En un mot

construire une unité qui soit utile !

Sandra Demarcq

** Parus dans « TEAN » n° 22 du 17 septembre 2009.*

Une rentrée sous le signe de la crise - Réagir fort !

Union syndicale Solidaires

Tract Solidaires

La rentrée a commencé par un acte fort, la condamnation le 1^{er} septembre à des peines de prison avec sursis de salariés de Continental. Que l'on se rassure, les patrons qui les ont virés après avoir empoché des aides de l'Etat pendant des années, n'ont pas été poursuivis par la justice !

Quelques jours après, on apprenait que les banques avaient provisionné des milliards d'euros pour verser des bonus à leurs traders afin de les récompenser de leurs opérations spéculatives. Les banques, qui ont été sauvées par de l'argent public, c'est-à-dire le nôtre, vont donc bien. La Bourse aussi d'ailleurs et les 10 % des ménages les plus aisés qui détiennent la moitié du patrimoine total des Français n'ont donc pas de souci à se faire. Par contre les 400 000 personnes qui ont été licenciées depuis le début de l'année ont raison de s'en faire car malgré les beaux discours, la crise n'est pas finie pour elles et les suppressions d'emplois vont continuer.

Les attaques du gouvernement aussi. L'été a été propice aux mauvais coups, comme la modification de la législation sur le travail du dimanche. La rentrée en annonce d'autres comme le projet de changement de statut de La Poste, première étape de sa privatisation, l'annonce d'une augmentation du forfait hospitalier et le déremboursement de médicaments, les attaques contre les retraites, sans compter les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.

La question est de savoir si tout cela va encore continuer longtemps ou si nous allons être capables d'y mettre un coup d'arrêt et d'imposer un changement de politique. De ce point de vue, l'unité syndicale qui s'est réalisée le semestre dernier est un atout considérable. Cependant, les décisions prises après la grande journée du 19 mars, qui avait vu plus de trois millions de personnes dans la rue, n'ont pas été à la hauteur de la situation et n'ont pas permis d'engager le bras de fer nécessaire pour faire céder le gouvernement.

Il est de la responsabilité du mouvement syndical de faire des propositions d'actions qui permettent des mobilisations efficaces des salariés : soutenir nationalement les luttes en cours, les coordonner, préparer une grève générale interprofessionnelle.

La crise n'est pas finie !

Union syndicale Solidaires

Sans surprise, le moindre frémissement de la conjoncture économique est présenté comme le début de la fin de la crise. Au-delà de l'indécence qu'il y a à parler de fin de crise alors que les licenciements continuent, que le chômage explose et que le pouvoir d'achat diminue, certains prennent leurs désirs pour des réalités.

la finance n'est pas assainie

La crise financière semble terminée. Les banques ont été renflouées grâce à l'argent public et ont pu reconstituer leurs profits sans rien changer à leurs comportements habituels. Cependant, rien n'est fondamentalement réglé. Tout d'abord, le problème des "actifs toxiques", issus de la crise des subprimes, n'est pas encore résolu que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe. Le Fonds monétaire international (FMI) indiquait en avril dernier qu'il restait 750 milliards de dollars à déprécier dans les banques européennes !

De plus, un certain nombre de bombes sont cachées au sein du système financier. D'une part, les leveraged buy-out (LBO), rachat d'entreprises par endettement. Rien qu'en France, les LBO représentent 60 milliards d'euros, dont la moitié seraient non remboursables à cause de la crise. Plus globalement, les banques risquent de subir le choc en retour des entreprises insolvables qui ne pourront pas honorer leurs créances. D'autre part, les banques des pays d'Europe centrale et orientale sont au bord de la faillite. Or ces banques appartiennent aux grandes banques occidentales. Enfin, le risque de nouvelles bulles n'est pas exclu car les banques se sont relancées dans des opérations spéculatives, d'où l'augmentation des cours de Bourse.

risque de spirale récessive

La crise économique bat son plein avec l'explosion du chômage (9,4% en France) et les effets des plans de relance, qui en Europe, et particulièrement en France, étaient de faible ampleur, vont s'épuiser. Les gouvernements, au vu des déficits budgétaires, vont probablement limiter les dépenses publiques, ce qui aura inévitablement des effets sur l'activité économique. L'endettement des ménages ne pourra plus jouer son rôle d'entraînement, car, au-delà même du fait que les banques rechignent à prêter de l'argent dans la situation actuelle, les ménages sont déjà surendettés et ont recommencé, pour ceux qui le peuvent, à constituer une épargne de précaution.

Il y a donc un fort risque que la récession soit entretenue par deux facteurs : d'une part la demande des ménages va diminuer à cause de la baisse de l'emploi et du pouvoir d'achat ; d'autre part les dépenses publiques ne pourront pas se substituer à la demande privée.

Dans cette situation, l'investissement des entreprises risque de rester atone. Dans le meilleur des cas, on aura une activité économique globalement stagnante avec un chômage de masse qui perdurerait... sauf à changer radicalement de politique économique.

C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires se bat pour un nouveau partage de la richesse produite qui soit favorable aux salariés avec l'objectif de satisfaire les besoins sociaux et de répondre aux impératifs écologiques.

